

LE PHÉNOMÈNE « KULUNA » :

La fabrique et la banalisation de la violence urbaine en RD Congo

Introduction

**Apollinaire-Sam
SIMANTOTO MAFUTA**
Docteur (PhD) en
sociologie,
Chercheur associé
au Laboratoire
interdisciplinaire
En études culturelles
(CNRS UMR
7069-LinCS,
Université de
Strasbourg/France),
Professeur associé
à l'Université
Pédagogique
Nationale (UPN)/
Kinshasa.
sam_apol@yahoo.fr

Un récent séjour dans la capitale congolaise (de septembre à mi-octobre 2022) m'a fait découvrir une réalité dont j'entendais souvent parler, mais sans trop savoir ce qu'elle était et ce qu'elle représentait en termes de menace réelle sur la vie des personnes, la sécurité et l'ordre public. Il s'agit de l'envahissement d'un bon nombre de villes par des gangs de délinquants. Observé dans les grandes villes du monde, le banditisme n'est pas un phénomène nouveau. Des banlieues de Chicago à celles de Paris et Bruxelles, en passant par les bidonvilles du Caire et Kinshasa, les townships de Lagos, Johannesburg ou de Nairobi, des bandes de jeunes armés pullulent et assiègent souvent les quartiers périphériques pauvres. Elles défient visiblement les pouvoirs publics et les forces de l'ordre en imposant la loi du « *No man's land* » au cœur même des agglomérations. Dans cette réflexion, je me limite à la ville de Kinshasa, capitale minée par des jeunes délinquants communément dénommés « *Kuluna* ». La terreur et la violence aveugle qui les caractérisent (meurtres, enlèvements nocturnes, vols à main armée, effractions, etc.) font parler d'eux. Un sentiment de peur générale pèse sur la ville. Cette situation inédite interpelle tant l'autorité urbaine que les familles d'auteurs de ces actes.

I. Sociogénèse d'un phénomène pas comme les autres

Les expressions du langage naissent, vivent, évoluent et s'adaptent à la culture selon les époques. Jusqu'à un passé récent, les langues congolaises ignoraient complètement l'existence du terme « *Kuluna* ». Forgé de toutes pièces, le concept fait son apparition au courant des années 2000. La trouvaille serait un mot emprunté au portugais d'Angola.

Il n'est pas aisé de retracer avec exactitude son entrée dans le vocabulaire usuel. Néologisme investi de sens, il exprime pourtant une chose ancienne ou une réalité sociale qui préexistait et renvoie à toutes les formes hybrides de la délinquance juvénile. Son originalité réside dans le fait qu'il supplante toutes les expressions antérieures relatives au banditisme et aux diverses associations de malfaiteurs. Si entre l'adolescent malfrat et l'adulte cambrioleur, le sens du terme bandit en prend un coup, la réalité et l'actualité du phénomène font que l'appellation ne soit pas associée à une tranche d'âge unique et précise de délinquants. Vague et fourre-tout, le vocable désigne une nébuleuse englobant à la fois les voyous, les criminels de grand chemin, les délinquants de tous les horizons et les bandes de jeunes armés vivant dans les milieux populaires pauvres des grandes villes.

Par-delà son ambiguïté sémantique, le terme *Kuluna* qualifie divers malfaiteurs et hors-la-loi qui utilisent la violence physique comme une marque de fabrique leur attribuant une identité particulière et une appartenance à un groupe de marginaux ou de laissés-pour-compte. Il fait surtout référence aux 12-30 ans. Mais le phénomène concerne aussi bien les trentenaires que les quadragénaires, quand bien même ils seraient très minoritaires. Néanmoins, le dénominateur commun est qu'ils sont délinquants, criminels, malfrats de tous bords, garçons ou filles. Leur mode opératoire est bien connu : ils agissent souvent en bandes organisées, dans la clandestinité, parfois au grand jour. Quelquefois, ils sont masqués, voire à visage découvert. Pour commettre leurs forfaits (escroquer, voler, racketter, bagarrer, tuer, etc.), ils recourent à la violence physique et n'hésitent pas à se servir d'armes à feu ou blanches (machettes, couteaux, barres de fer, pierres, gourdins, morceaux de bois, bouteilles cassées, objets contondants divers). Ils utilisent ces outils de « guerre », soit comme moyens de défense personnelle, soit comme instruments d'agression leur permettant d'opérer divers forfaits pour pouvoir survivre, se venger ou défendre la cause de leurs camarades.

Semant la terreur partout où ils passent, les *Kuluna* orchestrent tous les coups possibles et affrontent n'importe quel passant, même en plein jour. Dans les endroits isolés ou mal éclairés de la ville, ils s'attaquent à tout promeneur imprudent. Violents, ils sont capables de donner la mort à quiconque refuserait de leur donner son téléphone portable ou ses bijoux. Maintes fois dénoncé, le phénomène inquiète par la nature de l'horreur et l'ampleur des exactions commises. Aucune commune de la Ville-province de Kinshasa n'est épargnée ; aucun quartier n'est à l'abri de l'insécurité causée par cette armée noire au cœur de la ville.

Décrié, *Kuluna* désigne un nom de scène et un qualificatif évoquant tristement la défiance. Partout où un espace leur sert de base arrière, les délinquants constituent une armée en miniature, faite des combattants

actifs, organisés, mobiles, dangereux et destructeurs. Dans leurs quartiers généraux, ils se protègent, sécurisent et défendent les intérêts du territoire lorsque celui-ci est menacé par les bandes rivales. Dans leur quête de reconnaissance, les gangs se livrent parfois à de véritables guérillas urbaines ou guerres de territoire¹.

Les territoires tombés sous le contrôle des bandes sont des espaces occupés et gardés qui ressemblent à des états-majors armés opérant dans chaque quartier de la capitale. Machine redoutée de production de la violence, ils ont en leur sein et à leur tête des unités de commandement regroupées autour des meneurs. Dans sa posture mimétique, la hiérarchie ainsi créée pour les besoins et la cohésion du gang veut faire ressembler ses membres aux représentants ou dépositaires légaux du pouvoir étatique incarné par des personnes qui détiennent « le monopole de la violence physique légitime »². C'est pourquoi cette hiérarchie se comporte comme un corps militaire qui tient sa discipline grâce à ses propres lois et codes de conduite. Ici, le pouvoir s'acquiert et se transmet au sein d'un organigramme circonstanciel lié aux besoins immédiats ou présents du groupe. La bande communique grâce à une phraséologie propre, construite dans un langage ésotérique à tonalité ou accent martial, et une grammaire cryptée que seuls les initiés sont censés comprendre, maîtriser et parler.

Ordonnés selon la discipline intérieure du groupe, perçus par la communauté nationale comme un danger permanent ou une organisation de malfaiteurs et perturbateurs d'ordre public, les *Kuluna* sont organisés au sein d'une armée d'imposteurs, constituée en marge de la société. Elle se déploie sous le commandement de meneurs. Selon l'organisation spécifique de chaque bande, il y a, dans les états-majors, des lieutenants, des officiers, des généraux, des maréchaux, autoproclamés, qui détiennent les rênes du pouvoir.

S'ils règnent dans la ville, c'est à cause de la nonchalance de l'autorité urbaine et de la défaillance du pouvoir public. Ces groupuscules opèrent dans l'illégalité, la contestation, la subversion et, sans vergogne, se comportent comme des hordes enragées pour brutaliser. Par des actions violentes, ils troublent l'ordre et la sécurité dans la ville.

Kinshasa est une mégapole cosmopolite³. Elle brasse une population issue de près de quatre-cents cinquante ethnies. Beaucoup de pratiques et traditions ancestrales survivent encore en ville ; elles nourrissent les mentalités et imprègnent les comportements. Il est des coutumes et représentations culturelles de la force musculaire qui exaltent, sacralisent et célèbrent tant la virilité que la bravoure masculine. Paradoxalement,

1 Cf. Trésor KIBANGULA, « RDC : Gangs of Kinsasha, la loi des Kuluna », in *Jeune Afrique*, 20 février 2013 [mis en ligne le 8 juin 2016], disponible sur : <https://www.jeuneafrique.com>

2 Max WEBER, *Le savant et le politique : une nouvelle traduction*, Paris, Éd. la Découverte/Poche, 2003.

3 Selon certaines estimations, l'agglomération de Kinshasa compterait 15 628 085 habitants en 2022 : voir www.worldpopulationreview.com/world-cities [consulté le 11 novembre 2022],

le registre de l'imaginaire collectif élève certains *Kuluna* au rang des sentinelles courageuses et protectrices de quartiers dans les recoins de la ville qui subissent en permanence le diktat des délinquants. Les *Kuluna* y apparaissent comme un mal utile à la sécurité des habitants de leurs quartiers. Car, là où l'autorité urbaine et les forces de l'ordre ont complètement disparu, il n'est pas rare de voir émerger quelques figures intrépides parmi les gangs qui se donnent la noble mission d'assurer la sécurité et la protection des lieux, en contrôlant des pans entiers de quartiers. En bons gardiens du temple improvisés, ils surveillent de près le mouvement des personnes étrangères qui rentrent dans le quartier afin de débusquer les indésirables et les ennemis potentiels. C'est pour cela que, à des degrés divers, ils modifient soigneusement leur image, passant de mauvais gars aux protecteurs des lieux lorsqu'ils constituent, en quelque sorte, une police de proximité ou simplement un bouclier contre d'éventuelles agressions extérieures perpétrées par les *Kuluna* venus d'ailleurs.

Dans la vie ostracisée de la bande, on arbore ostensiblement tous les symboles de l'agressivité et de la brutalité comme expression de revendication identitaire. De la fabrique à sa banalisation, la violence urbaine n'apparaît pas seulement comme un comportement anormal, réprouvé et dénué de toute signification. Pour le commun des mortels, tout comme pour qui les regarderait superficiellement, les actes violents perpétrés par les gangs ne disent pas d'emblée une cause lointaine. Pourtant, ils traduisent un malaise social profond : ils sont une réponse ou une réaction face au désespoir.

Signe extérieur matérialisant l'angoisse existentielle liée à un vide non comblé, la violence commise par des jeunes dévoyés peut paraître incompréhensible. Elle canalise une expression de frustration accumulée au cours des années dans la pauvreté, la précarité et la souffrance. Dans l'entendement de ses suppôts, qu'elle soit physique ou verbale, la violence résulte toujours de quelque chose qui ne dit pas d'emblée son nom. Elle a beau être une œuvre absurde, injustifiable et condamnable par la loi, la violence compense un manque réel ou un mal-être dans la mesure où elle est un des moyens utilisés par les gangs pour accéder à la possession des biens matériels que leur condition sociale ne leur aurait pas permis d'avoir autrement : argent, bijoux, montres, objets de luxe, nourriture, vêtements, chaussures, voitures, meubles, maison, etc. Au-delà du simple racket ou vol et extorsion sous la menace d'armes, la relativisation des actes délictueux, perpétrés par ces marginaux, devient un marqueur d'identité particulière tant ils définissent et tracent les frontières invisibles d'un territoire d'appartenance à la bande.

Parfaitement assumé, tout acte ou comportement qualifié de répréhensible peut entrer dans l'ordre du permis pour les partisans de la

violence. De plus, en se déclinant comme un jeu banal, l'acte de violence permet de libérer une énergie agressive faite de colère et d'insatisfaction, devenant ainsi une sorte d'exutoire ou de déversoir qui expie et absorbe la détresse ou la frustration. Son apprentissage irrationnel au sein des bandes ordonnées devient un ensemble de rites d'initiation qui, non seulement signent et s'inscrivent comme des actes d'entrée définitive dans l'âge adulte, mais incorporent l'individu dans un groupe particulier. Lorsqu'on observe de près les règles qui constituent la charte d'engagement ou la profession de foi du délinquant, la violence en tant qu'expédient de la colère sociale, devient symboliquement un passage incontournable d'autant que celui qui adhère à l'idéologie de cette communauté artificielle et éphémère ne peut brandir son entrée et son appartenance à cette famille de substitution ou à sa nouvelle « religion » sans en accepter les règles de jeu ni ressembler physiquement à tous ses pairs.

Il convient de faire remarquer ici que, dans son comportement actuel et par tout son agir au sein du groupe, le *Kuluna* revêt fièrement les insignes ou les marques extérieures de la violence pouvant se traduire et se matérialiser par des tatouages et scarifications, le port des vêtements débraillés, la coiffure ébouriffée, le maniement d'armes à feu ou blanches, l'usage d'expressions du langage argotique propre au groupe, etc. Comme épreuves et rites initiatiques constituant en quelque sorte leur baptême du feu, néophytes ou anciens doivent s'assumer en commettant des actes irréfléchis qui leur font porter les attributs et la carte d'identité de la « tribu sacrée ». De la sorte, la tenue vestimentaire participe du processus de l'intégration lente et progressive dans le groupe, en même temps de l'exclusion d'autres personnes non membres. Ainsi se construisent la similarité des membres de la bande et leur différence d'avec tous les autres membres de la société, n'appartenant pas à cette école de vie qui se déploie dans l'anomie et l'anonymat de la rue.

Pour se consolider, s'enraciner et survivre dans le temps, certains systèmes politiques et doctrines religieuses ont parfois besoin d'utiliser ou de se construire dans la violence aussi bien symbolique que physique. Allant de la délinquance à la criminalité, la vie du *Kuluna* puise, se nourrit et reste résolument marquée par la violence. On peut dire que le fanatisme politique ou religieux légitime et justifie, à tort ou à raison, la brutalité, voire le meurtre comme un acte saint posé aveuglément au nom de Dieu, de ses lois et principes sacrés ou un devoir moral focalisant toute sa lutte sur l'instrumentalisation des intérêts des acteurs, de la foi et de la cause de ce Dieu. À l'inverse du fanatisme militant, le *kulunisme*, lui, apparaît comme une culture déchantée, honnie, une sorte de « religion séculière » (Raymond Aron) corrompue, ne professant ni foi ni Dieu. Comme des moutons de Panurge, ses partisans sont une réserve de voix disponibles ou un capital de forces neutres, une engeance des va-t-en-guerre totalement

imprévisibles, prêts au combat et mobilisables à tout moment pour grossir les rangs des fanatiques d'un parti politique, d'une association quelconque, d'une communauté religieuse, etc. à la solde d'individus en quête de légitimité ou de positionnement.

Né dans les milieux urbains, parmi les populations défavorisées confrontées à l'épineuse question du chômage des jeunes, ce phénomène est intimement lié à la pauvreté qui sévit en RD Congo. Si, dans les faits, le mouvement n'a pas la présomption de se réclamer d'une quelconque obédience religieuse ou politique, il se définirait simplement comme une idéologie laïque, mondaine, subversive et destructrice, qui épouse invariablement tous les avatars de la violence. Quand bien même certains de ses adeptes confesseraient leur foi au sein d'Églises chrétiennes ou dans l'islam et les religions traditionnelles qui courent les rues de Kinshasa, les mobiles religieux sont loin de faire partie de son registre d'exploitation. Par son ampleur actuelle, le phénomène intrigue et interpelle tant le politique, le sociologue, l'historien, le juriste que le criminologue et le pédopsychiatre. Mais comment en est-on arrivé là ?

2. Les causes lointaines du phénomène

À bien des égards, la montée rapide du banditisme urbain multiplie les foyers d'insécurité. Le territoire conquis et contrôlé par les *Kuluna* ressemble à un ghetto. Véritable bombe à retardement, il est un antre dangereux qui s'installe peu à peu aux pas des portes dans les villes. Certes, la délinquance juvénile est un univers clos qui n'est construit sur aucune référence aux valeurs morales et spirituelles. Si, à l'origine de toute crise sociale en RD Congo il y a la pauvreté, l'expansion du *kulunisme* tient à la confluence ou à la conjonction de plusieurs facteurs (politique, social, économique, éducatif, psychologique, écologique, démographique) qui sont étroitement corrélés à la pauvreté et à la gestion chaotique de l'État. Au sens propre et figuré, la pauvreté est une triste réalité que les Congolais palpent au quotidien. Vue sous toutes ses formes matérielles et mentales, couplée au chômage de masse et au désœuvrement de la jeunesse, elle sert de terreau propice à la montée en puissance du banditisme sur la scène nationale. Instrument permettant aussi de mesurer le degré de colère des jeunes contre la société établie, la violence dont ils se servent devient un pis-aller transformé ou stratégie de survie dont l'objectif est la satisfaction immédiate des besoins élémentaires : nourriture, vêtement, logement, etc. C'est dans cette logique de survie qu'il convient de comprendre la multiplication des foyers d'insécurité dans les villes.

À cause de tous les problèmes qu'il suscite, le *kulunisme* est l'expression d'un malaise social profond. « Il y a longtemps, écrit un journaliste congolais, que la RD Congo fait semblant de vivre comme une société normale alors qu'elle s'enfonce dans les abysses d'une anomie affreuse et innommable.

Le phénomène *Kuluna* apparaît comme un symptôme qui sonne l'alerte de notre putréfaction collective comme société. Il est une plaie honteuse de notre société, que l'on essaie de soigner superficiellement en la bandant pour faire propre. Il est, sans doute, le thermomètre d'un État défaillant ou déjà failli, le signe qui nous pousse à faire l'étiologie du Congo qui n'avance plus depuis l'aube de l'indépendance. À l'image de toutes les strates de la population, ces jeunes bandits, plaie béante d'une société en putréfaction, veulent eux aussi se servir sur la bête, peu importe la manière.⁴ »

D'une certaine manière, il n'existe pas de frontières étanches à l'intérieur du territoire national. En se déplaçant, les individus transportent et exportent aussi moult ingrédients de leur univers culturel. On peut, par tous les moyens, arrêter et incarcérer les délinquants. C'est peut-être une solution simpliste et insuffisante. Il faut cependant aller plus loin, creuser dans les entrailles du phénomène pour déceler et comprendre ses multiples causes : elles sont endogènes et exogènes. Au plan interne, le développement rapide du phénomène à travers les grandes villes est lié à un entrelacement des facteurs qui peuvent s'expliquer à partir de la décrépitude de l'État. En effet, la pauvreté, le décrochage scolaire et la dégradation des conditions de vie versent beaucoup de jeunes dans la délinquance et le banditisme. Née dans les quartiers pauvres de Kinshasa, la gangrène s'est dangereusement exportée comme une traînée de poudre à l'intérieur de toutes les provinces.

Au niveau externe, la propagation rapide de la criminalité parmi les jeunes est favorisée par la mobilité des individus. Celle-ci est rendue fluide par les moyens de communication de masse et de transport. Le monde étant devenu un petit village, l'exode rural et les migrations internes permettent la circulation rapide des idées et le brassage des personnes. La montée en force des délinquants et la violence meurtrière qui les accompagne sont révélatrices de l'état de dégradation poussée de la qualité de vie dans un État déliquescant. Dans cette conjoncture, les multiples crises sociales et économiques, dues à l'instabilité politique et à l'état permanent de guerre que subit le pays depuis près de trois décennies, la déscolarisation, le chômage de masse, le désœuvrement des jeunes et la marginalisation d'une large partie de la population livrée à son triste sort, etc. constituent un terrain idéal pour la floraison du banditisme. Les conséquences se vivent à plusieurs niveaux dans la vie des jeunes qui sont, somme toute, victimes de leur propre violence. L'ensemble de ces facteurs fait le lit du banditisme en milieu urbain. Mais est-il possible de vaincre le phénomène ? Comment y parvenir ?

4 Cyrille KILEBA POK-A-MES, « Le Kuluna, une chance », dans l'hebdomadaire *The Post*, éditorial du 23 août 2022. Voir aussi l'éditorial du 24 août 2022 : « Kinshasa : les "Kuluna" prennent le pouvoir » [en ligne], disponible sur : www.thepostrdc.net. Page consultée le 30 août 2022.

3. Les « Kuluna », une espèce invulnérable ?

Malgré ses immenses ressources naturelles, la RD Congo se classe étrangement parmi les pays les plus pauvres de la planète ; la qualité de vie se détériore sensiblement. Les gangs opèrent même en plein jour ; on leur attribue des forces magiques, on a peur d'eux. Quand ils investissent un quartier, celui-ci devient un *no man's land*, une zone interdite, un territoire de non-droit en pleine ville. Il se transforme en espace anomique échappant facilement à l'autorité urbaine. Les rues deviennent des champs de bataille incontrôlables. N'ayant peur de rien, ils font la guerre à tout le monde, même aux délinquants d'autres quartiers. Les gangs s'opposent frontalement aux forces de l'ordre. Dans les différents affrontements, parfois sanglants, ils sont des meutes enragées qui ne combattent pas seules les écuries rivales ou tous ceux qui leur opposent résistance. On dit de certains *Kuluna* qu'ils sont très forts. Mais d'où leur vient cette force herculéenne ?

La figure on ne peut plus hideuse, ambivalente, voire tutélaire, à la fois suspicieuse et répugnante du jeune qui rejoint les gangs incarne un nouveau visage du banditisme. Dans leur organisation interne, les bandes ne sont pas statiques. Dans certains cas, elles naissent, évoluent, disparaissent. Dans d'autres cas, elles se renouvellent tout en adaptant soigneusement leur stratégie d'action en fonction de la conjoncture sociale, selon la configuration ou la complexité environnementale liée au champ géographique ou au lieu d'opérations. De la sorte, la cartographie de leur terrain de manœuvres demeure difficile à circonscrire d'autant plus que leurs partisans sont labiles. Ils opèrent partout, même dans des endroits autrefois réputés paisibles et sécurisés. Les faits quotidiens ne démentent pas ; tout observateur peut déceler à Kinshasa les indices d'une ville vivant sous la menace permanente des *Kuluna*. D'Est à l'Ouest, du Nord au Sud de la ville-province, c'est la peur au ventre, car tous les quartiers de la capitale sont des cibles potentielles. Même la commune de la Gombe, ville fortifiée par excellence, siège officiel des institutions étatiques et politiques, n'en est pas épargnée. Partout, les *Kuluna* imposent la loi de la jungle aux paisibles habitants de Ngaba, Makala, Kalamu, Limete, Matete, Lingwala, Masina, Kingasani, Selembao, Ngiri-Ngiri, Bandal, Bumbu, etc. Ils s'exhibent triomphalement aussi dans les banlieues nouvellement loties (Mpasa Terre jaune, Bibwa, pourtour de Kinkolé, Mikondo). La liste n'est pas exhaustive. Semeurs de terreur, ils constituent des groupes de parias qui défient ouvertement l'Armée et la police nationales.

La force physique et mentale des délinquants réside avant tout dans leur capacité à aller au-devant du danger, à s'assumer, à sublimer la souffrance et à s'unir dans la défense d'une cause commune aussi abjecte et condamnable soit-elle. Leur force vient surtout de la peur qu'on a d'eux, de leur image ou réputation sulfureuse de tueurs, d'agresseurs et de sans-cœur.

Cette force leur attribue une certaine invincibilité qu'ils n'ont pas dans la réalité. S'ils sont dits forts, c'est également à cause de la puissance d'un mythe qui s'est construit et s'entretient au quotidien. Dans les quartiers qui les abritent, les gangs sont toujours redoutés, même par les adultes et les forces de l'ordre qui, en dépit des armes létales et dissuasives qu'elles possèdent, voient quelques uns de leurs éléments (policiers, soldats) mourir sur le champ de bataille contre les bandes de voyous. Les noms de scène qu'ils adoptent ne sont pas du tout anodins. Prosaïquement, ils sont bien choisis parmi les animaux prédateurs (Lions, Léopards), les serpents venimeux (Cobras, Mambas), les insectes piqueurs (Abeilles, Guêpes), les arts martiaux et techniques de camouflage (Ninjas, Tarzan), etc.

Les *Kuluna* ressemblent aux membres des castes faites essentiellement de ratés de l'action publique. En comparaison avec un autre phénomène de déviance juvénile, on constatera qu'à la différence des « *Shégué* »⁵ qui s'affichent comme tels et rompent les liens familiaux pour réorganiser fièrement leur vie dans la rue, l'image controversée des *Kuluna* fait apparaître une catégorie de jeunes qui ont la propension à la violence. Si un *Shégué* peut être un *Kuluna*, tout *Kuluna* n'est pas forcément un *Shégué*, car nombre de *Kuluna* gardent plus ou moins leurs attaches familiales. Mais tous sont désœuvrés, désespérés. Les gangs sont parfois bien connus et identifiés dans le quartier qu'ils habitent sans toutefois être dénoncés. Dans leur fougue, ils n'écoutent que la voix de la déraison pour brutaliser en vue de marquer leur territoire de leurs empreintes. Comme tous les enfants de rue et beaucoup de jeunes que l'État doit encadrer et accompagner, les *Kuluna* constituent une autre catégorie d'exclus, devenue une espèce dangereuse et vulnérable, portée à disparaître coûte que coûte grâce à l'engagement de tous les citoyens. C'est un travail qui appelle à l'attention, la mobilisation collective et la justesse d'une vraie prise en charge. Celle-ci passe par l'éducation, l'investissement des familles, des Églises, des ONG, de la presse, des médias et le travail du ministère de l'Éducation nationale ainsi que de toute la Communauté nationale.

Il n'en demeure pas moins que les dégâts matériels et psychologiques causés par les *Kuluna* à travers le pays (tracasseries, viols et vols à main armée, rapines, extorsions et braquages, enlèvements nocturnes, atrocités, tueries, destructions matérielles, insécurité, terreur, etc.) sont considérables. Mais malgré la chasse musclée de la police, l'armée et la Justice contre les gangs, ceux-ci sont loin d'être vaincus. L'inefficacité des moyens utilisés jusqu'ici par l'État face à la recrudescence du banditisme et l'incapacité de la police provinciale d'y faire face donnent une triste image des forces de l'ordre dont certains éléments travaillent parfois de mèche avec des complices qui se comptent parmi les *Kuluna*. Cela peut

5 Dans le jargon congolais, le terme « *shégué* », autrefois appelé aussi « phaseur » ou « moineau », désigne un enfant de rue. Il ne se sert pas forcément de la violence pour s'affirmer ou s'attaquer aux passants.

aussi donner l'impression que les gangs qui pullulent dans les rues de la capitale sont invincibles. De plus, comme il y a parmi eux de gros bras, amateurs d'arts martiaux souvent mobilisés pour des sales causes servant les intérêts d'hommes politiques en mal de popularité et de légitimité, leur invulnérabilité viendrait d'un autre ordre. Sans doute, la démonstration de leur force physique est associée à la prégnance des croyances magiques et superstitieuses qui mystifient leurs capacités physiques et spirituelles. Ainsi, les nombreuses vertus qu'on leur attribue seraient l'œuvre des « esprits maléfiques » ou des « forces occultes ». Cependant, en relativisant les effets et la portée réelle de ces croyances dans la vie quotidienne des gangsters, on peut s'interroger si, dans les quartiers qui les abritent, les *Kuluna* sont invulnérables dans les faits.

4. L'Action publique et la guerre de tous contre les *Kuluna*

Le phénomène *Kuluna* n'est pas invincible. Produit d'un environnement social et politique en décomposition, il met en lumière une classe des délaissés qu'il faut prendre en charge et accompagner avec des actions adéquates. On ne combat pas les individus mais les causes qui les font naître et exister. Ainsi, lutter contre l'empire de la délinquance, c'est chercher avant tout à combattre la pauvreté avant de résoudre de manière durable l'énigme de la violence que les gangs ont installée au cœur de nos villes⁶. Pari difficile et défi à relever ! Si l'élargissement de la sphère d'influence ou du théâtre d'action des gangs sur l'ensemble du territoire de la capitale constitue un angle mort de la politique publique, l'explosion de leur colère contre l'autorité urbaine et la communauté entière met en danger la sécurité ou la quiétude sociale. De la sorte, la construction d'une paix durable dans la ville est un enjeu majeur que le paradigme sécuritaire et ses différentes approches de solution appelleront. Elle passera par la mobilisation collective en vue de bâtir des espaces capables de garantir la cohabitation pacifique des habitants de la capitale et d'inventer un nouvel art ou un sentiment de confiance, gage du désir du vivre-ensemble. Celui-ci est possible si l'État investit des moyens conséquents dans l'éducation et l'encadrement de la jeunesse. Mais on est encore loin de vaincre la spirale de la délinquance qui a élu domicile dans les villes. Dans ce contexte, quelles réponses utiles et solides peut-on apporter pour éradiquer la délinquance exacerbée par la pauvreté et instrumentalisée par des réseaux criminels ?

La violence existe depuis que le monde est monde et existera toujours sans jamais épuiser le désir de l'homme de vivre dans la paix et la sécurité. Mettre fin au banditisme et à la violence, est-ce une guerre perdue d'avance ? Je ne pense pas. C'est une entreprise longue et ardue, une gageure qui demande de former, informer, éduquer et sensibiliser sans relâche. Les différents efforts entrepris par l'État sont encore une goutte

6 Voir mon article : « Pour résoudre l'énigme de la violence dans notre pays », in *Renaître* 16-17 (15 sept. 1998), pp. 16-17.

d'eau dans l'océan. Depuis 2019, l'autorité policière et judiciaire tente, tant bien que mal, de mener des actions spectaculaires, relayées par les médias, à l'encontre des *Kuluna*. Mais le fait de théâtraliser ces opérations sous le feu des projecteurs n'est pas une garantie de succès, car depuis leur déclenchement, elles n'ont pas encore porté les fruits tant attendus à Kinshasa et dans toutes les villes qui sont toujours en proie à la valse des gangs armés. Toutefois, les délinquants sont aussi traqués à Kananga, Kisangani, Kolwezi, Matadi, Mbandaka, Kikwit, Idiofa, Tshikapa, Mbuji-Mayi, etc. À ce jour, la chasse déclarée contre eux par le général Sylvano Kasongo⁷ a permis aux forces de l'ordre de mettre la main sur plusieurs malfrats qui, dans le cadre du programme de rééducation civique, sont envoyés *manu militari* dans un centre de correction, de réinsertion et de formation paramilitaire très loin de la ville de Kinshasa. Par l'effet d'une justice expéditive, sélective et aléatoire, ils sont relégués dans la ville de Kaniama Kasese (province du Haut-Lomami, à l'extrême Sud-est du pays). Là, ils purgent leurs peines en effectuant des travaux d'intérêt commun. C'est de cette manière qu'ils convertissent leur énergie meurtrière en force utile à la Nation.

À ses débuts, l'opération a séduit plus d'un Kinois, mais les résultats restent encore mitigés car les mesures arbitraires, répressives et punitives à l'encontre des *Kuluna* ont été l'occasion de beaucoup de dérapages et règlements de compte. Un observateur attentif de la scène sociale congolaise note : « Même si elle a suscité de l'espoir, l'*Opération Likofi* a plus donné du repli aux "*Kuluna*" revenus en force avec des esprits plus forts que la police.⁸ » C'est au cours de leur séjour forcé au centre de formation du Service National (SN) que les ex-délinquants endossent avec grande fierté le titre élogieux de « bâtisseurs ». C'est aussi là que les partisans de la violence aveugle, logiquement condamnables à la servitude pénale, peuvent réapprendre les leçons élémentaires de civisme et la pratique d'un métier manuel pérenne. Ainsi, de l'image des personnes détestées qu'ils fussent à celle des bâtisseurs de la Nation, le chemin pour une quête de respectabilité est long, le saut ontologique abyssal pour les anciens indésirables. Mais c'est à cette condition que les anciens « damnés de la terre » peuvent s'assurer une réintégration sociale réussie en douceur par le retour à la vie normale dans la société grâce à l'apprentissage de la maçonnerie, la menuiserie, l'agriculture, l'élevage et le jardinage qu'ils auront pratiqués pendant leur captivité au centre de formation.■

⁷ Dans le cadre de la lutte contre les *Kuluna*, le général Sylvano Kasongo a succédé au général Célestin Kanyama, le père de l'opération « Likofi », à la tête de la police provinciale de Kinshasa. Mise en place en 2019, l'opération « Likofi » (en lingala : coup de poing) est un ensemble de mesures musclées et expéditives à l'encontre des délinquants : arrestations extrajudiciaires, coups de fouets, incarcérations, exécutions sommaires, etc. susceptibles de dissuader les délinquants dans leur entreprise criminelle. Mais ces mesures sont-elles réellement efficaces ?

⁸ Cf. C. KILEBA POK-A-MES, « Kinshasa : les "*Kuluna*" prennent le pouvoir », article cité.